

INTERVENTION D'HUGUES PUEL LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA MRIE LE VENDREDI 27 JUIN 2010

POUR QUE L'ECONOMIE RETROUVE LA RAISON EDITIONS ECONOMICA, 2010

**Cet ouvrage collectif dirigé par Claude Mouchot
et dont je suis l'un des auteurs m'apparaît avoir du sens pour la MRIE**

Notre ouvrage s'organise autour de deux termes : la raison et l'économie.

La raison, c'est la visée. Nous critiquons une raison réduite à une rationalité étroite : celle du rapport de moyens matériels mis au service d'intérêts matériels individualistes où le travail est défini comme un facteur de production et objectivé dans une rémunération salariale. Nous défendons une raison élargie qui considère les rapports économiques dans leur complexité et leur enracinement dans une société et le travail comme une dimension essentielle de l'existence humaine.

Cette raison là s'attache à une connaissance expérimentale qui inclut la conscience des conditionnements sociaux, l'exigence éthique et un regard centré sur l'agir humain. Cette raison là s'ouvre à la compréhension d'une certaine sagesse de l'action, des accommodements raisonnables, comme disent nos amis québécois.

L'économie, c'est le champ. Ce champ est complexe. C'est avant tout un ensemble de pratiques fort diversifiées. De la cueillette et du prélèvement sur la nature, aux transformations les plus élaborées des productions, et à l'organisation de systèmes de répartition et de redistribution avec tous les mouvements de transports et d'interactions que cela entraîne. Mais c'est aussi le savoir organisé qui donne accès à sa connaissance qui a concentré le travail critique de notre équipe avec ces deux disciplines « l'économie politique » dont nous regrettons le dépérissement au profit d'une microéconomie reposant sur la prétendue rationalité des acteurs et « la gestion des entreprises » dont nous déplorons la dérive vers la construction d'algorithmes financiers qui renforcent la captation d'une rente par une caste de banquiers, de dirigeants de sociétés et de professionnels spécialisés.

Nous ne sommes ni pour la décroissance, ni pour le mépris des activités économiques. La vision des puritains dont l'ascétisme de la vie oeuvrait à la multiplication de richesses destinées au plus grand nombre était selon les mots de Max Weber une entreprise de gloire. François Perroux définissait l'objet de l'économie par trois slogans « nourrir les hommes, soigner les hommes, libérer les esclaves ». Louis Joseph Lebret parlait d'une économie au service de l'homme en vue de la satisfaction de ses besoins essentiels. David Ricardo affirme au début de ses Principes de l'économie politique et de l'impôt disait que le principal problème de l'économie politique était celui de la répartition. Vous savez que depuis 1987, la communauté internationale définit le développement durable comme la satisfaction des besoins essentiels d'une génération sans menacer celle des générations futures.

La MRIE se reconnaît dans cette perspective, mais tout son travail de connaissance de l'exclusion sociale se heurte à une réalité de l'économie qui révèle bien des aspects négatifs ; violence, domination, idéologie. Comme le montre l'ouvrage dont Claude Mouchot vient de vous donner un avant-goût, nous les dénonçons avec elle, et je crois que la MRIE nous aide à poursuivre ce travail d'une critique qui puisse inspirer l'action.

L'ÉCONOMIE EST VIOLENCE

Comme le sexe, expression de l'amour dans la relation à l'autre, est l'occasion de multiples violences, les pratiques de l'économie sont aussi l'occasion de violences, notamment dans le travail et dans la répartition.

Violence dans le travail, lorsque la définition des objectifs d'un salarié, négociés et acceptés par lui sous la pression, n'est pas suivis de la mise à disposition des moyens de les atteindre. Violences illégales rendues possibles en situation d'un chômage de masse qui favorise les rapports d'exploitation et la violation du droit du travail. Violence dans les conditions de travail et dans sa sous rémunération.

Violence dans la répartition, avec la montée des inégalités, que dissimule la théorie économique lorsqu'elle enseigne la pseudo-théorie du « trickle down, » c'est-à-dire l'effet de percolation : comme l'eau chaude versée sur le café pénètre peu à peu toute la masse du café versée dans le filtre, ainsi les riches s'enrichissent-ils pour le bonheur des pauvres qui sont en fin de compte massivement les bénéficiaires de cet effet d'enrichissement. Cette vision est très contestable et on sait que, sans correctifs volontaristes, c'est l'inverse qui se produit. Les inégalités s'accroissent et les représentations collectives s'y adaptent : les inégalités de rémunérations dont l'écart normal ne devait dépasser le rapport de 1 à 20, il y a 30 ans, atteint désormais celui de 1 à 400. Il a fallu une grande audace à la Commission européenne pour déclarée en pleine crise de la faillite de la banque Lehman Brothers (septembre 2008) que des inégalités de rémunérations qui dépassaient le rapport de 1 à 200 témoignaient d'un manque de responsabilité !

Les pouvoirs publics d'Etat et des collectivités locales avec leurs administrations sont en recherche d'équilibre et d'arbitrage, mais elles sont affrontés au jeu des rapports de force et tendent à oublier les revendications des exclus, en sorte que leur cri face aux violences, soit ne s'exprime pas, soit n'est pas entendu tant qu'il ne trouve pas un porte voix vociférant accompagné d'actions musclées capables de troubler l'ordre public. Et les explosions se produisent dans la surprise générale !

Des pouvoirs publics qui cherchent à avoir l'écho de ceux que la société marginalise font preuve de sagesse. En continuant depuis quinze ans, malgré les difficultés des arbitrages et des équilibres à trouver, à financer un centre d'information sur l'exclusion, comme la MRIE, ils exercent la vertu de prudence, non au sens d'une pusillanimité, mais de celui d'un risque calculé inspiré par la justesse. Si avec la MRIE, ils entendent une parole qui proteste contre l'état des choses, ils savent que c'est une protestation tamisée par la raison, une raison nourrie des dialogues avec les médiateurs institutionnels et professionnels, une raison qui permet au cri inarticulé de la misère d'être formulé. Comme en témoigne, en particulier son dernier rapport, la MRIE offre une vision non seulement raisonnable, mais aussi actualisée de l'économie et cela, faute de données statistiques disponibles sur les indicateurs de la crise dont l'INSEE n'a pas encore le recul nécessaire pour les produire avec la rigueur professionnelle qu'on lui connaît. La MRIE, quant à elle, fait appel à la voix des associations qui sont en proximité avec les exclus et donne la parole à ceux mêmes qu'elles représentent. Leur savoir de l'expérience précède le savoir savant et les pouvoirs publics ont raison de l'écouter pour éclairer leurs décisions.

L'ÉCONOMIE EST DOMINATION

En tant qu'activité spécifique, l'économie s'est autonomisée au fur et à mesure de la diversification des activités sociales. Elle est devenue une sphère séparée de l'existence avec sa motivation propre : l'intérêt individuel recherché pour lui-même et défini par sa matérialité. La sympathie et l'ouverture à l'autre est renvoyée à d'autres sphères de l'existence: la famille, l'engagement caritatif, les relations interpersonnelles, les inspirations religieuses.

Mais cette autonomisation est devenue domination sur la société. On le constate avec cette prétendue « science de gestion » que l'on appelle le marketing, en français officiel mercatique. En fait, il s'agit d'une ingénierie qui exploite à fond le rapport d'inégalité entre le producteur et le consommateur. Ce dernier est manipulé par la séduction. Ses désirs sont exploités par une publicité dont le savoir faire mobilise les ressources de la psychologie et de la culture psychanalytique. Sans doute y a-t-il une tentative de rééquilibrage de ce rapport inégal grâce aux associations de défense du consommateur. Mais reconnaissons qu'en France, leur pouvoir ne serait pas grand-chose sans l'appui de l'Etat. Néanmoins, ces associations sont surtout efficaces pour la protection des classes moyennes : les familles les plus démunies sont sans défense face à l'impact de la publicité à travers une télévision commerciale qui constitue souvent le principal loisir des plus pauvres et qui s'y entend à mobiliser le temps de disponibilité consciente des cerveaux des moins favorisés.

Cette domination de l'économie est devenue celle de l'argent. En se diversifiant, en se complexifiant, en s'urbanisant, l'économie s'est monétarisée. Le prisme de la comptabilité des choses et des échanges s'impose et configure désormais l'espace de l'économie. Nous en avons pris conscience avec la critique des indicateurs, dont celle maintenant bien connue du PIB, mais dont l'usage se maintient néanmoins. Équivalent général des valeurs, la monnaie s'impose comme grille universelle de connaissance des réalités économiques, de toute comparaison entre activités, secteurs, pays pour évaluer leurs performances. En fait c'est l'économie monétaire qui est devenue l'économie réelle. C'est pour cela que la croissance d'une économie financière partiellement déconnectée des activités productives est particulièrement inquiétante. Elle cherche à se valoriser dans des jeux financiers fort éloignés des pratiques entrepreneuriales et échappant jusqu'ici à tout contrôle. Si la crise nous en fait prendre conscience, nous sommes encore loin d'avoir réalisé les réformes qui s'imposent, et cela malgré le rappel récent de la crise de l'Euro : amaigrissement et spécialisation des banques, séparation de l'assurance et du placement financier, contrôle des titres financiers complexes et opaques, organes de surveillance d'intérêt général et non seulement entre les mains de professionnels du secteur qui agissent à contre temps, comme on l'a vu avec la crise des subprimes, puis avec la crise grecque.

La parole de ceux qui peinent au quotidien pour satisfaire leurs besoins et dont les fins de mois sont sous le signe de l'angoisse rend dérisoire cette prise de pouvoir de la finance sur l'économie, tant il est clair que la vie humaine n'y trouve pas son compte.

Le roman tout récent de Flore Vasseur intitulé « comment j'ai liquidé le siècle » s'inspire de l'affaire de la Société générale en 2008. Elle nous décrit l'histoire d'un trader d'exception. Il est issu d'une famille modeste de province. Son caractère renfermé et l'amour des mathématiques ont permis son accès à l'école Polytechnique. Animé de revanche sociale, il est devenu un trader recherché et reconnu comme tel dans le milieu. Mais, avec les primes extravagantes qu'il accumule, il accède à un mode de vie de grand luxe qui, loin de faire son bonheur, l'angoisse et l'isole. Tout se transforme en relation d'argent qui détruit tous les rapports interpersonnels. Les rapports affectifs et sexuels deviennent de la prostitution. La fantaisie dans l'existence, la créativité artistique et culturelle sont empêchées, tant le poids de la finance devient accablant. Seule la crise, la sortie du système, le retour au pays natal lui ouvre un avenir problématique.

L'ÉCONOMIE EST IDEOLOGIE

L'idéologie économique façonne l'éthos de notre société et bouleverse les valeurs implicites de nos représentations à la fois intimes et collectives. Elle est là pour justifier la guerre économique. Sans doute, nous n'en sommes plus au temps des conquêtes coloniales où les armées frayaient leur chemin aux commerçants et aux missionnaires. Elles sont délégitimées ; mais non les initiatives d'ordre économique. On voit des Etats émergents en forte croissance acheter des terres dans des pays pauvres pour se procurer des réserves foncières. Maîtres d'une production conçue et organisée à l'échelle mondiale, les grandes sociétés multinationales arbitrent leur prix et transfèrent les valeurs en jouant des différences de coûts du travail, des matières premières, de l'énergie et de la fiscalité dans un monde dépourvu d'autorité internationale capable de réguler le jeu de l'économie. C'est notre éthos de l'économie qui doit se transformer, tâche à la fois personnelle et sociale, travail de la conscience et vision de long terme.

Nous ne pouvons plus en rester à l'homo oeconomicus, cet être mû par une rationalité fort étroite, puisque réduite à celle de son intérêt individuel et matériel à court terme. Certes la raison humaine doit tenir compte de son intérêt propre qui constitue une raison d'agir légitime, mais son humanité l'ouvre au souci de ce qu'il a en commun avec l'autre et du destin à long terme de ses communautés d'appartenance. Sans doute la réduction anthropologique de l'homo oeconomicus a-t-elle le mérite de permettre le calcul économique et donc la construction de modèles prévisionnels. Mais on sait que ceux-ci sont trompeurs s'ils ne sont pas soumis à la sagesse critique de la décision politique qui prend en compte des facteurs de nature qualitative. Par sa prégnance sur notre représentation de l'économie, l'économie façonne notre idéologie, notre éthos de l'économie. Le travail de la MRIE nous invite à l'interroger de façon profonde.

Il y a quelques mois, j'ai entendu la parole d'un homme de 85 ans, ancien ministre du gouvernement iranien. Il vit actuellement à Lyon, mais il demeure enraciné dans une tradition mystique de l'Islam qu'on appelle le soufisme. Il s'appelle Majid Rahnéma. Il parlait de la puissance des pauvres. Comme Charles Péguy, il opposait la pauvreté à la misère. Cette dernière est un scandale qui prive ceux qui en souffrent de l'essentiel pour vivre et doit être combattue par tous les moyens et devrait être un des objectifs majeurs de nos sociétés. La pauvreté est bien différente. Pour lui, nous devons la considérer comme le lot général de la condition humaine, celui des femmes et des hommes avec leur fragilité, leur précarité et leur mortalité. Mais, selon ce sage soufi, il y a trois sortes de pauvreté : d'abord, la pauvreté choisie. C'est le cas de ceux qui ont des objectifs dans la vie qui les détachent de tout enrichissement : par exemple dans la recherche de la beauté, du service des autres ou de l'adoration de Dieu. En second lieu, il y a la pauvreté ordinaire, celle de ceux qui vivent avec ce qu'ils ont et savent se contenter des fruits de leur travail ou de leur commerce. Ils savent se réjouir de ce qu'ils ont et s'en satisfaire. Enfin il y a la pauvreté frustrée, celle de ceux qui souffrent de la comparaison avec les autres qui paraissent mieux lotis, dont ils désirent les biens et voudraient imiter les modes de vie. C'est une pauvreté douloureuse, car la vie y est rongée par l'insatisfaction d'un enrichissement toujours insuffisant, une jalousie dévorante, et par des espérances toujours déçues.

En parlant de la culture dans son rapport sur l'exclusion, la MRIE nous permet de comprendre un tel message. Elle nous aide à nous libérer de cette idéologie économique qui façonne notre éthos collectif de l'enrichissement indéfini et nous invite à des rapports entre nous plus vivants et plus authentiques.

Hugues Puel
27 juin 2010